

**Sous la direction  
de Bernard A. Wolfer**

# **Agricultures et paysanneries du monde**

**Mondes en mouvement,  
politiques en transition**

éditions  
**Quæ**



# Agricultures et paysanneries du monde

Mondes en mouvement,  
politiques en transition

sous la direction  
de Bernard A. Wolfer

Éditions Quæ  
c/o Inra, RD 10, 78026 Versailles

© Editions Quae, 2010

ISBN : 978-2-7592-0645-2

ISSN : 1773-7923

Le code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionnée pénalement. Toute reproduction, même partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, Paris 6<sup>e</sup>.

# Table des matières

<b>Agricultures et paysanneries du monde</b>	
Bernard A. Wolfer .....	7
<b>Partie I – Les agricultures en questions</b> .....	23
<b>Chapitre 1.</b> <i>Fin ou retour des paysans, en France et en Europe</i>	
Henri Mendras et Bertrand Hervieu .....	25
<b>Chapitre 2.</b> <i>Dynamiques agraires et croissance démographique au Burundi : la matière organique au cœur des rapports sociaux</i>	
Hubert Cochet .....	39
<b>Chapitre 3.</b> <i>Situation et évolution de l'agropastoralisme au Maghreb</i>	
Alain Bourbouze .....	63
<b>Chapitre 4.</b> <i>Agriculture d'abattis-brûlis, fronts pionniers et environnement en Asie du Sud-Est : le cas du Laos</i>	
Marc Dufumier .....	83
<b>Chapitre 5.</b> <i>Les modalités de développement des cultures intensives sous abri en Andalousie</i>	
Bernard Roux .....	103
<b>Chapitre 6.</b> <i>Multifonctionnalité de l'agriculture familiale au Brésil : quelques voies de réflexion</i>	
Maria José Carneiro, Renato S. Maluf .....	121
<b>Chapitre 7.</b> <i>Dynamismes comparés et contrastés des sociétés paysannes méditerranéennes et de leurs territoires hydrauliques</i>	
Thierry Ruf .....	145
<b>Partie II – Politiques et leurs conséquences</b> .....	185
<b>Chapitre 8.</b> <i>L'économie agricole chinoise après l'entrée à l'OMC</i>	
Claude Aubert .....	187
<b>Chapitre 9.</b> <i>Dualité de l'agriculture canadienne, spécificité de la politique agricole québécoise</i>	
Daniel-Mercier Gouin .....	213
<b>Chapitre 10.</b> <i>Les agricultures de l'Est et leur intégration dans l'Europe</i>	
Alain Pouliquen .....	237

<b>Chapitre 11.</b> <i>L'agriculture polonaise face à l'élargissement</i> Gilles Bazin .....	249
<b>Chapitre 12.</b> <i>Les territoires de l'opium : paysans et coercitions</i> Pierre-Arnaud Chouvy .....	261
<b>Chapitre 13.</b> <i>Évolution de la politique agricole des États-Unis et conséquences sur les systèmes de grande culture</i> Sophie Devienne .....	283
<b>Chapitre 14.</b> <i>Intérêt et limites de la modélisation de la libéralisation des échanges</i> Françoise Gérard et Tancrède Voituriez .....	327
<b>Séminaires « Les paysanneries du monde et leurs territoires » .....</b>	<b>347</b>
<b>Les auteurs .....</b>	<b>349</b>

## Remerciements

Ce livre est le résultat d'une œuvre collective, dont il faut remercier l'ensemble des intervenants et des participants, y compris ceux qui ne sont pas publiés ici.

Le comité d'organisation d'abord :

Marc Dufumier, Gilles Bazin, Françoise Gérard, qui ont coordonné avec moi ce séminaire.

Marie-Claude Hamchari et Catherine Lefebvre qui ont participé à l'organisation des séances.

L'unité Mona, la chaire de développement agricole Agroparistech et Ecopol du Cirad dont les membres ont constitué des acteurs dynamiques de ces séminaires.

La réalisation de ce livre a bénéficié de l'aide technique en matière de cartographie et d'infographie de Catherine Lefebvre.

La relecture des textes a été assurée par Catherine Lefebvre, Bernard Desbrosses et Ariani Watemberg. Qu'ils en soient particulièrement remerciés.

Je souhaite dédier ce livre à deux personnes qui méritent notre hommage particulier.

Tout d'abord à René Dumont, qui fut le professeur d'agriculture comparée de plusieurs auteurs de ce livre et qui a contribué à la formation de bien d'autres. Son attachement particulier aux paysans du monde et ses combats pour les défendre continuent à être un exemple pour nous.

Henri Mendras est le second dédicataire. S'il fut l'annonciateur de la fin des paysans, il en fut aussi un observateur soucieux de leur avancement dans la société. Son intervention dans notre séminaire, peu de temps avant son décès, fut l'occasion d'un grand moment de dispute intellectuelle, dans le sens le plus noble du terme.





# **Agricultures et paysanneries du monde**

## ***Mondes en mouvement, politiques en transition***

BERNARD A. WOLFER

### **De la nécessité de revisiter les agricultures et les paysanneries du Monde**

Ce livre est issu d'un séminaire de recherche qui s'est tenu entre 2003 et 2005, dont le thème était « les paysanneries du monde et leurs territoires »<sup>1</sup>. Nous partions des constats suivants<sup>2</sup> :

*Une part prédominante des habitants de cette planète est composée des paysans, producteurs agricoles, attachés, au sens propre comme au sens figuré, à un territoire, à une terre, héritiers de savoirs locaux, porteurs de valeurs spécifiques. Leur devenir est encore une question essentielle pour l'avenir du monde, d'autant que les révolutions agricoles réalisées chez nous, sont encore à inventer chez eux. Ils sont cependant soumis à l'évolution des marchés et des techniques, contraints de s'y adapter, parfois de résister ou souvent de partir. Mais ils ne sont plus à l'écart nulle part.*

*Dans les pays développés, on ne parle plus de paysans, mais d'agriculture. L'évolution du dernier siècle de la France a pu être caractérisée par la « fin des paysans » (Mendras) ou « la fin de la France paysanne » (Braudel, dans son livre *l'Identité de la France*)<sup>3</sup>. Les territoires ont perdu leur appellation paysanne (la fin des terroirs d'E. Weber), à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il serait sans doute possible de*

---

<sup>1</sup> Organisée conjointement par une unité de l'Inra (Mona), la chaire de développement agricole (AgroParisTech) et une unité du Cirad (Ecopol).

<sup>2</sup> Extrait de notre programme de séminaire. La liste complète des séminaires figure en annexe.

<sup>3</sup> D'autres ouvrages traitent de l'agriculture française dans les années 1970 : *Une France sans paysans* de M. Gervais, C. Servolin, C. Weil ; *La fin d'une agriculture* de F.H. de Virieu, *Les paysans contre le passé* de S. Mallet.

transposer ce type d'analyse à la plupart des pays riches de l'Europe et à l'Amérique du Nord.

Dans le même temps se développaient, dans ces mêmes pays, les politiques agricoles. Et aujourd'hui, ces politiques agricoles, qui ont assuré, et assurent toujours, le développement de la production, la modernisation des agriculteurs et la suprématie relative de ces agricultures dans les échanges internationaux, sont à leur tour promises à une fin, au moins dans les intentions et les déclarations. La mise en cause des politiques agricoles des pays développés, suspectées, non sans quelques raisons, de protéger nos agriculteurs, ne semble pas pouvoir trouver d'issue hors la disparition de ces politiques agricoles tout au plus remplacées par des politiques environnementales.

Tout autre est la question pour le reste des paysanneries du monde. Elles sont diverses, aussi bien dans leur organisation, leurs territoires que dans leurs productions. Qu'elles appartiennent à de grandes aires climatiques (tempérées, tropicales, équatoriales, etc.) ou à des systèmes agraires historiquement constitués (Asie, Pays de l'Est, Amérique latine), elles ont cependant en commun, aujourd'hui :

- de constituer encore une part dominante des populations actives ;
- d'être majoritairement constituées de paysanneries pauvres ;
- d'être diminuées par l'exode rural vers les villes sans pour autant que la condition de ceux qui restent en soit profondément modifiée, dans la plupart des cas ;
- d'être souvent mises en infériorité par les mécanismes d'échanges internationaux et la concurrence des pays riches soutenant leurs agricultures,

Étudier des paysanneries du monde, leurs territoires et les politiques publiques qui s'y appliquent c'est reprendre le cours d'une analyse concrète des systèmes agraires et des systèmes politiques qui les soutiennent, de leurs évolutions possibles dans un système mondial de plus en plus ouvert et donc conflictuel. Ce travail n'est plus comme à l'époque de René Dumont l'œuvre des agronomes voyageurs, mais celui de chercheurs et d'experts de disciplines diverses : économistes, agronomes, géographes, sociologues, politologues. Il ne suffit pas pour autant de construire des modèles d'échanges internationaux pour comprendre la façon dont peuvent, ou doivent, évoluer les agricultures et leurs territoires, comme le font l'OCDE ou l'OMC. Les échanges marchands ne sont pas le seul moteur des changements. Nous sommes rappelés à la nécessité de combiner des approches descriptives, quantitatives et qualitatives, et des approches modélisées, ces dernières étant devenues parfois trop univoques autour des seules variables économiques.

## Paysanneries et agricultures : des mondes en mouvement

La statistique mondiale<sup>4</sup> a annoncé que l'année 2007 aurait marqué le passage d'une majorité des habitants de la terre dans le statut d'urbain : le Monde n'est plus majoritairement paysan comme il l'était depuis près de 10 000 ans. En nombre absolu, il

---

<sup>4</sup> Cette statistique, aussi globale qu'elle soit et donc sujette à discussion, propose une image particulière du monde des hommes où leurs vies sont organisées dans des mondes urbains. C'est d'abord la ville qui devient majoritaire. Cette vision n'est pas sans conséquence politique quand on accompagne cette statistique d'autres qui témoigneraient d'une réduction plus importante de la pauvreté dans les espaces urbains : l'urbanisation des hommes apparaît alors comme un progrès relatif, en soi, ce qui ne manque pas d'être certainement réducteur et peut-être fallacieux.

n'y a jamais eu autant d'hommes produisant des aliments, pour leur subsistance ou pour vendre. Mais leur part dans la population régresse constamment. Ce mouvement semble inéluctable, irréversible aussi. Le développement économique, longtemps fondé sur une agriculture dominante en nombre servant les besoins et les intérêts des autres classes de la société<sup>5</sup>, est devenu industriel depuis deux siècles et même pour certain « post industriel ». L'emploi nécessaire pour produire l'alimentation se réduit à quelques pourcentages dans les sociétés les plus développées, à tel point que ce faible pourcentage est aujourd'hui conçu comme un indicateur pertinent du développement économique et social. Le progrès technique et scientifique a pénétré la sphère agricole, augmentant les productions en même temps que la productivité du travail humain et des organismes vivants.

Longtemps soumise à un progrès lent, largement endogène, l'agriculture est depuis plus de deux siècles l'objet de mutations d'origines bien plus exogènes, la science et l'industrie, sans compter le commerce, lui donnant les formes légitimes et modernes de production qui semblent en faire progressivement une « industrie » comme les autres. Le terme d'industrie peut sembler choquant à beaucoup, en particulier aux agriculteurs modernes eux-mêmes, mais il est de plus en plus employé. D'abord par ceux qui voient l'avenir des agricultures dans des processus construits par la science et utilisant des techniques industrielles. Mais aussi par ceux qui critiquent l'exception « culturelle », et donc culturelle, de l'agriculture par laquelle sont justifiées les subventions qui lui sont accordées dans les pays où celles-ci sont les plus développées (Amérique du Nord, Europe, Japon, etc.). Ces soutiens seraient les résidus d'une époque révolue, et destinés seulement à favoriser la transition d'agricultures paysannes vers une agriculture industrielle ou commerciale, laquelle serait capable de soutenir la concurrence sur des marchés ouverts. Enfin par ceux qui critiquent cette agriculture devenue « industrielle », s'éloignant toujours plus non seulement des agricultures paysannes, mais aussi des fondements biologiques des productions agricoles.

Cette image d'un continuum allant d'agricultures traditionnelles vers une agriculture industrielle comme dans un mouvement historique sans retour est assez généralement admise, et structure aussi bien les discours des économistes appuyés sur des modèles technico-économiques que les critiques environnementalistes portant sur les dommages, ou les avantages, d'un type ou de l'autre. Tout au plus distinguera-t-on un départ, une étape et une arrivée dans les théories qui analysent trois agricultures<sup>6</sup>, la traditionnelle qui doit disparaître, l'adaptable qui peut évoluer vers la modernité, l'industrielle qui représente le présent mais aussi le futur. Les politiques agricoles construites en particulier depuis le XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays aujourd'hui développés ont accompagné ce mouvement de progrès des agricultures vers une forme moderne, mettant en place les principaux outils de politiques économiques aujourd'hui discutés, voire contestés. Ces

---

<sup>5</sup> Notamment, dans une classification justifiée par Dumézil, utilisée par plusieurs historiens, les sociétés indo-européennes sont caractérisées par trois ordres, le paysan, le clerc et le soldat, le premier étant celui qui produit de quoi satisfaire les besoins des deux autres, lesquels l'encadrent et le défendent. Dans tous les cas, s'il est dominant en nombre, il est dominé dans son existence.

<sup>6</sup> Ou mieux, trois mondes comme le fait le récent rapport de la Banque mondiale « *L'agriculture au service du développement* » (2007), Il est construit sur une analyse ouverte des agricultures du monde, de leurs atouts et de leurs faiblesses. On créditera cette analyse d'une grande justesse dans son approche approfondie de ces trois mondes, même si cette classification trinitaire réduit à un schéma la richesse de ces analyses concrètes. Nous pensons qu'il y a plus que trois mondes...

politiques, généralement nationales<sup>7</sup>, ont pris une dimension nouvelle avec la création de la Politique agricole commune (PAC) de l'Europe, à partir de 1958. À l'instar de la politique américaine, la PAC a tout à la fois garanti les débouchés et les revenus, créant un grand marché intérieur, ce qui a considérablement contribué à l'accroissement de la productivité et a conduit l'Europe à être excédentaire, donc exportatrice dans des domaines essentiels, blé, sucre, produits laitiers.

Les négociations du GATT, à partir de 1986<sup>8</sup>, puis au sein de l'OMC marquent une place nouvelle de l'agriculture au cœur des relations commerciales mondiales et non plus au cœur des seuls enjeux politiques nationaux. Les politiques agricoles sont mises en question comme étant protectionnistes, trop coûteuses aux consommateurs ou aux contribuables, limitant la concurrence, enfin comme injustifiées du point de vue environnemental. Les agricultures sont désormais considérées comme devant être soumises aux règles communes<sup>9</sup> du commerce ou de l'industrie, à l'égal du textile ou de l'aéronautique. Cette vision de l'agriculture fait la part belle à l'agriculture productiviste (même quand celle-ci est aussi critiquée pour ses atteintes à l'environnement) et porte critique de toute forme qui n'obéit pas aux règles du marché. Le paradoxe est que ces agricultures productivistes ont bien des difficultés à obéir aux seules lois du marché dans les grands pays développés. Ces agricultures concentrent en effet l'essentiel des soutiens dans des productions comme les céréales, le sucre, le coton et le lait. Seraient-elles capables de soutenir la concurrence sans soutien, notamment les variations de prix sur des marchés libérés de toute régulation ? Les exemples mis en avant (Nouvelle Zélande, Australie, Brésil, certains pays du Sud-Est asiatique) doivent être relativisés, car ils disposent de conditions foncières, fiscales ou d'emploi bien particulières. De leur côté, les agricultures paysannes, les paysanneries de subsistance des pays moins développés sont aussi soumises à des pressions fortes dès qu'elles sont en concurrence entre elles et avec les agricultures productivistes. Cette concurrence prend les formes de conflits entre Nord et Sud, entre pays subventionnant certaines de leurs productions et les autres pays ne le faisant pas, soit qu'ils n'en ont pas besoin (exportateurs sans contraintes foncières ou de travail) soit qu'ils ne le peuvent (pays pauvres). Ces derniers se retrouvent souvent associés dans les négociations à l'OMC à la revendication d'une libéralisation des échanges dans laquelle ils n'ont pas nécessairement les moyens de gagner au jeu de la concurrence. Dans les pays du Sud, l'agriculture d'exportation est parfois le fait d'agricultures paysannes bien adaptées aux marchés (blé, riz, coton, une partie des viandes), mais plus souvent le fait d'entreprises agricoles spécialisées, sous l'emprise de capitaux de grands pays du Nord (café, sucre, maïs, coton, soja, légumes, bananes, fleurs). Les agricultures dites de subsistance ou tournées vers les marchés intérieurs sont fragiles et généralement dominées.

Sous l'alibi d'une nécessaire transparence par le marché gît l'illusion, tragique, que la question agricole et alimentaire peut trouver sa solution dans la bonne prise en

---

<sup>7</sup> Rappelons que ces politiques nationales sont nées pour la plupart au XIX<sup>e</sup> siècle, principalement en Europe et ont accompagné les efforts de modernisation des agricultures en même temps que l'essor industriel. Les périodes de crise ont été génitrices de politiques agricoles : autour de 1880, puis pendant les deux guerres mondiales et bien sûr après 1929.

<sup>8</sup> L'Uruguay Round est le premier cycle de négociations qui inclut l'agriculture dans les discussions. Commencé en 1986, il s'est terminé par les accords de Marrakech signés en 1994 qui ont créé l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il est bien connu que depuis, les négociations agricoles marquent le tempo de chaque nouveau round et conditionnent l'issue même des négociations commerciales.

<sup>9</sup> On pourrait s'interroger sur la nature de ces règles communes : mais nous n'en avons pas l'utilité ici.

compte des principes techniques et économiques de la science. Mais cette solution ignore le plus souvent la diversité des situations et un principe simple : il est bien plus efficace d'améliorer la productivité d'agricultures paysannes que de les exproprier pour le bénéfice de grandes exploitations, car la théorie montre que les économies d'échelles sont faibles et vite atteintes. Les agricultures « communistes » l'ont amplement prouvé, et les domaines latifundiaires avant elles.

Les agricultures et les paysanneries du monde resteront au cœur des transformations économiques et sociales du XXI<sup>e</sup> siècle, sous des formes bien plus variées et complexes qu'il n'y paraît, et la libéralisation des échanges n'est pas l'unique solution de leurs problèmes, sauf à penser que la disparition de cette diversité produira la forme idéale de production pour le marché, capable de nourrir la terre entière.

Car si la moitié des humains est encore directement impliquée dans la production agricole, elle l'est sous des formes si diverses qu'elles ressemblent plus à des mondes particuliers<sup>10</sup> qu'à des formes « scientifiques ». Les analyses qui sont faites de leurs situations constituent une schématisation politique plus qu'un constat scientifique. Il en ressort en général qu'une bonne partie de ces agricultures sont archaïques, au mieux de subsistance, peu adaptées au progrès et au marché. Leur avenir, et celui des paysans, est-il seulement de disparaître pour laisser place à des agricultures modernes, utilisatrices des sciences et techniques, productives en quantité et en qualité, réductrices d'emploi et compétitives en termes de prix ? Ce dualisme, généralement admis comme de l'ordre de la nature des choses, tend à donner des agricultures futures une vision assez uniforme, les techniques induisant des formes d'entreprises peu dépendantes des conditions historiques ou sociales.

Cette image ne nous paraît pas permettre d'évaluer les transformations à venir (pas plus qu'elle ne rende bien compte du passé...), ne serait-ce que parce que son simplisme ignore les réalités multiples auxquelles elle prétend se substituer et porte le risque d'entretenir des illusions de solution. Notre connaissance des agricultures du monde nous conduit à penser que la diversité des formes d'agriculture contient des ressources de formes à venir plus nombreuses que l'uniformité scientifique et technique ne peut en donner. Pour être encore plus explicite, les connaissances scientifiques et techniques ne peuvent trouver qu'avantages à s'exprimer dans la diversité des formes productives, créant par appropriations et expérimentations une biodiversité nouvelle. D'une certaine façon, et c'est la beauté de la chose, cette démarche respecterait la concurrence des formes, et permettrait de résister à la monopolisation des formes techniques.

Nous tenterons de présenter dans cet ouvrage une illustration argumentée scientifiquement de la diversité des formes d'agricultures, de la complexité des systèmes agricoles construits par des paysanneries aux histoires riches de savoir technique. Illustration scientifique plutôt que construction théorique. Le choix nécessairement restreint des thèmes, des régions, oblige à limiter la portée théorique de ce travail, mais invite néanmoins à porter un regard ouvert sur les capacités de transformation interne, d'adaptation ou de résistance d'agricultures et de paysanneries,

---

<sup>10</sup> Ces « mondes agricoles » sont des systèmes techniques, sociaux, commerciaux, insérés ou non dans les échanges mondiaux, ayant des dynamiques propres, issues de leur histoire, constituant des structures institutionnalisées ayant des logiques qui souvent résistent au temps ou peuvent évoluer en gardant ces logiques. Plusieurs exemples en seront donnés dans cet ouvrage. Nous faisons l'hypothèse que ces mondes agricoles subsistent ou agissent dans le contexte de globalisation qui domine aujourd'hui, mais que leur avenir n'est pas uniquement déterminé par les règles des marchés.

de leurs possibilités d'adaptation, voire d'adoption de la « modernité ». Par ailleurs, nous avons souhaité analyser comment, en des périodes très particulières, des politiques ont tenté de modifier profondément le cours des choses au profit de formes particulières d'agricultures ou au bénéfice de certaines catégories de paysans, ou d'agriculteurs. Leurs réussites, ou leurs échecs, sont autant de façons de comprendre certaines structures des changements. Nous avons voulu sortir des conceptions modélisatrices ou normatives qui jugent les paysanneries et leurs agricultures selon les seuls critères d'efficacité technique et économique, lesquels évacuent, le plus souvent, la part humaine ou foncière de ces agricultures. Ces critères sont embarqués dans l'analyse, leur donnant une place relative qui nous paraît plus juste que la réduction à ces critères de la rationalité des paysanneries. La longue durée est ici souvent privilégiée.

Notre approche s'est donc faite par études de cas, de questions, ce qui interdit a priori les connexions immédiates. Cette diversité est une donnée et une limite. La complexité mise en évidence et les stratégies pour la gérer dégagent des points de vue généraux, des questions de recherche, et appellent de possibles généralisations à venir. Nous publions ici la majeure partie des contributions, revues par leurs auteurs en 2007 et 2008<sup>11</sup>. Ce sont des synthèses de travaux réalisés pour la plupart sur une longue durée, et nous les considérons donc comme un état des lieux solide.

## Des agricultures et des paysanneries diverses et complexes

Les agricultures présentent une grande diversité de formes d'exploitations ou d'entreprises agricoles, paysannes traditionnelles, familiales modernes, capitalistes. Ces formes ont une cohérence interne, technique, économique et sociale et montrent certaines capacités à résister ou à s'adapter à des circonstances changeantes.

Dans le premier exposé, Henri Mendras réaffirme avec force sa thèse sur la fin des paysans dans nos sociétés capitalistes développées. Pour lui, le paysan est lié à une société paysanne, dans laquelle les liens domestiques et l'autarcie restent dominants. La cohésion communautaire (ou villageoise) constitue un élément de l'existence du paysan, même si elle n'exclut nullement les inégalités. Le marché, à la périphérie de la société paysanne, ne lui indique pas ses orientations, ni ses techniques. Elle vit sur la tradition plus qu'avec le changement. La transformation du paysan en agriculteur passe par la destruction des liens collectifs et l'individualisation des pratiques techniques et commerciales, sous l'influence de forces extérieures. La division du travail s'impose aussi comme partout dans la société capitaliste. « Il est certes douloureux de condamner l'exploitation paysanne au moment même où le paysan vient de réaliser son ambition suprême : être maître de son héritage. Mais au nom de quoi voudrait-on obliger les agriculteurs à survivre dans des structures de production anachroniques qui les condamnent à la misère en leur refusant les bienfaits de la division du travail ?<sup>12</sup> »

---

<sup>11</sup> Les textes présentés ici ne couvrent pas l'ensemble des présentations du séminaire. Certains ont été publiés dans un premier volume d'actes, *Les paysanneries du monde et leurs territoires* (sous la direction de Bernard A. Wolfer), juin 2004, ISBN 2-7380-1174-8, et pour deux d'entre elles reprises ici (Dufumier et Chouvy). D'autres interventions n'ont pas été retranscrites pour cette publication, pour des raisons matérielles plus que pour des raisons d'intérêt. Une seule contribution n'a pas été actualisée : celle de M. Dufumier, son caractère qualitatif n'exigeant pas de « mise à jour ».

<sup>12</sup> Mendras H. *La fin des paysans*, A. Colin, 1967, dans la conclusion.

Henri Mendras ne voit la subsistance de paysanneries que dans les sociétés moins avancées, notamment l'Inde et, ce n'est pas sans paradoxes, dans les pays dits socialistes, URSS et les pays qui lui ont succédé ou encore la Chine. La discussion engagée entre Henri Mendras et Bertrand Hervieu<sup>13</sup> conduit à nuancer certaines conclusions, notamment sur les phénomènes de domination, sur la territorialisation. Henri Mendras avait lui-même, dans la « fin des paysans », remarqué que certains biens alimentaires modernes (magrets, foies gras, fruits de qualité) requéraient des compétences artisanales mieux satisfaites par les exploitants familiaux. Il imaginait le maintien et peut-être même le développement d'une agriculture familiale d'un nouveau type sur des bases territoriales, à côté des entreprises agricoles, plus ou moins dégagées de la contrainte foncière ou territoriale.

Cette analyse ne permet pas de comprendre la persistance dominante d'exploitations<sup>14</sup> de type familial dans l'agriculture moderne, modèle tout de même issu d'une structure paysanne et qui n'est pas soumise à la division du travail, à moins de considérer que cette division est réalisée par externalisation de plus en plus de tâches autrefois « paysannes ». Ce point obscur de l'agriculture moderne reste un point de débat : la forme moderne de l'agriculture n'est pas généralement celle de l'industrie, de la division du travail, de l'usage de capitaux séparés du travail<sup>15</sup>. Même la grande échelle de production n'existe souvent que sous des formes extensives. Quand elles sont intensives, comme apparaissent les exploitations sous serres d'Andalousie présentées par Bernard Roux, elles sont d'abord familiales, même si le recours au salariat sous-payé est nécessaire.

La taille, foncière ou économique, des exploitations ne constitue pas une frontière absolue. La plupart des grandes exploitations américaines sont des exploitations familiales. Ces entreprises agricoles capitalistes américaines (voir Sophie Devienne), ou employant une main-d'œuvre salariée permanente importante, sont limitées dans l'espace et à quelques spéculations (fruits, vins, engraissement des bovins, coton, riz). Ailleurs, les très grandes exploitations que ce soit à l'Est<sup>16</sup>, les anciens kolkhozes, ou les

---

<sup>13</sup> Qui fut son élève.

<sup>14</sup> Ce terme d'exploitation agricole est assez français. Il réduit la forme moderne de l'agriculture à son côté technique de mise en valeur d'un sol, d'un territoire. Il fait silence sur l'appropriation du sol, du capital, l'organisation du travail : propriété, ferme, métairie, entreprise y sont cachés... Sa neutralité apparente est un piège intellectuel, mais l'usage consacré s'impose. L'apposition de « familial » rend le terme plus précis, mais ne résout pas le problème. Claude Servolin a proposé en 1971 le terme de *petite production marchande* pour regrouper la plupart des formes de production agricole. Cette analyse dégageait les raisons de l'existence de toutes ces formes particulières à l'opposé de ce que prévoiaient aussi bien les analyses marxistes que les analyses classiques. Il serait sans doute utile de reprendre aujourd'hui de telles analyses sur ce que sont devenues les formes de production agricoles pour déterminer ce qui dans leur diversité fait pourtant « unité ».

<sup>15</sup> C'est d'ailleurs ce que remarquait Mendras dans son livre « *les sociétés paysannes* », publié en 1976, dans le dernier chapitre intitulé « Une agriculture sans paysans » : « En France, les trois quarts des entreprises agricoles sont des deux premiers types, capitaliste et familial. Au Canada, il n'y a que des entreprises et pas d'exploitations, mais curieusement, elles sont nettement plus familiales ». Ce débat a opposé Marcel Jolivet et Claude Servolin à Henri Mendras dans les années 1970. Il a perdu de sa vigueur, peut-être parce que « l'entreprise familiale » est dominante : Une fusion des termes qui reste pourtant problématique et souvent mal « acceptée ».

<sup>16</sup> Notre séminaire a compté une très intéressante présentation de l'agriculture russe post-communiste par V. Yéfimov, mettant en complémentarité, comme dans les systèmes latifundiaires, l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale. Nous ne pouvons pas cette intervention reproduire ici, pour des raisons techniques. Mais on lira son excellent livre : *Économie institutionnelle des transformations agraires en Russie*, L'Harmattan, Paris, 2003.

latifundia sud-américains sont réputés pour leur faible efficacité économique. Hirschman les traitait de « monopoles indolents »<sup>17</sup>, et n'expliquait leur survie que par l'inexistence de forces s'opposant réellement à ces structures de production par le marché. On pourrait ajouter que ce sont des formes sociales construites, assurant ainsi leur légitimité par la force ou par l'intérêt de ceux qui en vivent, qu'ils soient exploités ou exploités, la force des intérêts collectifs n'étant pas toujours la moindre.

Au Brésil même, un grand nombre d'entreprises agricoles restent familiales (Maluf, Carneiro), assumant une certaine multifonctionnalité, même quand elle n'est pas reconnue comme telle. La politique brésilienne ayant abandonné en tant que tel l'objectif de réforme agraire, a créé une politique agricole spécifique, adaptée à cette agriculture familiale, politique autant rurale qu'agricole. Ce dualisme introduit dans les politiques agricoles (une politique pour les grandes entreprises exportatrices, une politique pour les paysans) est la marque d'une reconnaissance des différences et de leur prise en compte. Si ce dualisme ne remet pas en cause les structures sociales, il peut favoriser le soutien et la valorisation d'une agriculture familiale<sup>18</sup>, celle-ci représentant la grande majorité des emplois ruraux.

L'agriculture du Burundi, analysée par Hubert Cochet, est l'illustration la plus remarquable des paradoxes ancien/moderne, car elle est incomprise selon les standards « modernes ». Pourtant, cette agriculture intensive repose sur un système technique élaboré de polyculture-élevage dont les origines sont anciennes, et qui ne corrobore pas la division « officielle » entre agriculteurs et éleveurs. La mise en place de bananiers-engrais a été une innovation endogène améliorant ce système et le rendant indépendant, en partie, de l'élevage. Une telle agriculture intensive a permis un développement démographique important. Les crises, y compris celle des années 1990, ne semblent pas dues à une simple crise malthusienne, comme il est souvent dit, mais à d'autres déterminants, économiques et politiques. La cohérence interne de cette agriculture a été mise à mal par des éléments étrangers au système construit, des injonctions techniques ou commerciales qui ne prenaient pas en compte les capacités de modernisation interne du système agricole. C'est une société paysanne, largement ouverte sur le marché et produisant pour celui-ci. Elle reste soumise à une société englobante ; les médiations sociales et politiques sont le fait de personnes extérieures à la société paysanne, ce qui, à la fois, explique la fragilité politique de sa structure quand elle est confrontée à des forces brutales de décomposition, mais aussi une capacité à se reconstruire et à produire à nouveau, échappant rapidement à la famine issue de la guerre.

Les sociétés paysannes traditionnelles s'adaptent aux exigences du marché, et parfois s'en servent pour maintenir leurs modes d'existence. Alain Bourbouze nous explique comment des pratiques pastorales en élevage ovin ont stabilisé des populations du Maghreb, comment ces pratiques évoluent et intègrent certains changements techniques (notamment des changements de race). En Pologne, Gilles Bazin et Alain Pouliquen nous montrent une situation contrastée entre une agriculture de petites exploitations qui se maintient en partie, faute d'emplois qui pourraient attirer ses tenants ailleurs, et une agriculture d'entreprises héritière des grands domaines. La première est une agriculture de survie, de sous-emploi, que la politique d'intégration européenne

---

<sup>17</sup> *Defection and loyalty*, Hirschman A.O., 1970, Harvard University Press.

<sup>18</sup> Il apparaît que la politique conduite sous le président Lula da Silva, créant des retraites pour les travailleurs, aidant les débouchés des petits producteurs, favorisant leur formation a des effets très directs sur cette production familiale, faisant notamment reculer la pauvreté.



soutient, en partie. Peu susceptible de se moderniser, elle n'en est pas moins capable de s'adapter à certaines exigences du marché, et, avec certains agriculteurs, de s'engager dans un processus de modernisation. Ce sont des agricultures marginales, aurait dit Henri Mendras, mais résistantes. Pour autant, leur maintien n'est pas assuré dans le long terme. On peut parler de transition, la durée de celle-ci pouvant être d'une ou plusieurs générations, ménageant des transformations adaptatives possibles.

La culture irriguée est ancienne et a produit autour du bassin méditerranéen des systèmes agricoles complexes, parfois depuis plusieurs millénaires. La plupart reposent sur une gestion collective de l'eau se superposant à des régimes fonciers divers et loin d'être toujours égalitaires. Par contre, l'eau est gérée de façon « équitable ». La domanialisation ou la privatisation du système apparaît alors comme une remise en cause de la gestion collective et paysanne, qui peut contribuer, selon les cas, à une résistance efficace ou au contraire à la destruction des solidarités. Les forages individuels peuvent aussi donner des moyens de résistances à des producteurs face à des systèmes « totalitaires », qu'ils soient technocratiques, marchands ou « despotiques ». Thierry Ruf nous dresse un tableau contrasté des systèmes d'eau, montrant qu'ici, elle favorise des agricultures familiales, là, des agricultures « capitalistes », qu'il n'y a donc pas de fatalité technique des systèmes irrigués. Il nous indique cependant un certain penchant de sa part pour les systèmes collectifs de gestion, plutôt « démocratiques » et qui ont fait leur preuve dans la durée et par leur capacité d'adaptation. Thierry Ruf nous montre, notamment avec les paysans du Nil, combien les modalités de gestion de l'eau ont une influence sur l'efficacité de son usage. Cette conclusion issue d'une longue pratique d'observation mérite d'être relevée, car elle n'est pas régulièrement admise par ceux qui privilégient les aménagements « technocratiques ». La culture irriguée, selon Michel Griffon<sup>19</sup>, sera l'un des moyens indispensables pour accroître la production au niveau nécessaire pour nourrir l'humanité d'ici 2050, non seulement dans les régions maîtrisant déjà cette technique, mais aussi dans d'autres régions et il faudra la gérer avec économie en longue période. Dans ces conditions, le prix de l'eau, indice de court terme, n'est pas le seul, ni le plus pertinent, des facteurs d'organisation, au regard, par exemple, de la qualité de la répartition.

## Progrès et changements : les paysanneries et les agricultures en questions

L'intervention des sciences et des techniques dans la production agricole est devenue prépondérante. Il n'est plus de pratiques qui n'aient été organisées par l'analyse scientifique et l'usage de techniques issues de la science. Bien sûr le passage de la science à la pratique passe par l'innovation et la mise en formes concrètes exige des expérimentations dans lesquelles les praticiens ont leur part d'initiative. La production végétale, comme la production animale, sont ainsi les objets de rationalisations qui permettent, jusqu'à un certain point, de construire le résultat à partir de procédés de production scientifiquement éprouvés. La routine de la science approche de la certitude et réduit les risques, alors que la routine de la « tradition » laisse dépendant d'aléas difficiles à maîtriser : c'est ainsi que la doxa moderne analyse l'agriculture moderne. Ce schéma de pensée simplifie la réalité et constitue un objectif

---

<sup>19</sup> Dans son livre *Nourrir la planète*, Éditions Odile Jacob, 2007.

plus qu'une certitude. Ce qui est plus proche de la réalité est l'augmentation de la productivité unitaire, le nombre de moyens qui y contribuent et la rapidité d'extensions des progrès, la fréquence des changements, d'autant plus qu'ils sont exogènes, donc produits pour le marché et répandus par le marché. Dans l'agriculture traditionnelle, les progrès sont endogènes, souvent assez lents à adopter, d'autant plus qu'ils ne sont pas « échangés », et d'une durée de vie longue. Le progrès est lent, mais il n'en existe pas moins. Il repose sur des expériences qui rompent avec une routine et s'imposent si elles sont compatibles avec l'organisation sociale. L'assolement triennal avec jachère n'a cédé devant l'assolement triennal cultivé qu'avec la rupture des habitudes collectives de pâturage et la culture des plantes « sarclées ». Les pratiques associant élevage et culture comme au Burundi ont pu être en partie remplacées par la culture de bananes se substituant à l'élevage « fertilisant ». Les cultures d'abattis-brûlis, comme au Laos, obéissent à d'autres rationalités de fertilisation, incluant un long cycle de repos-reconstruction de la forêt. La fertilisation est en effet une des contraintes fortes de l'intensification. Dans les agricultures modernes, les engrais artificiels y ont suppléé, permettant la séparation entre élevage et culture, alors que la première intensification était une association polyculture-élevage. Faut-il condamner l'agriculture d'abattis brûlis au prétexte de son supposé impact négatif (ici contesté) sur l'effet de serre et sa faible productivité ? Marc Dufumier montre que non, dans des conditions il est vrai particulières mais qui méritent d'être appréciées.

Les systèmes pastoraux reposent sur un usage assez extensif d'herbages, associés à quelques cultures. Leur pérennité tient aux difficultés d'intensification, mais ces dernières n'empêchent pas des substitutions de races rustiques par des races plus à viande, moins à laine, quand cette dernière n'est plus d'un rapport suffisant. Il est probable que l'argent venu de l'extérieur ait joué et joue un rôle dans l'adoption de ces « innovations ». Ces transferts opèrent des mutations qui ont quelques chances de perdurer, même avec le tarissement de ces apports. N'est-ce pas une forme de « politique agricole privée » par une aide extérieure à la capitalisation ?

L'intervention de la science dans les systèmes productifs bouscule ces changements progressifs des systèmes plus traditionnels. Détachée de la production matérielle, la production de connaissances et de techniques devient un des moteurs essentiels de :

- l'accroissement de la production ;
- la spécialisation des productions qui ne sont plus nécessairement liées entre elles ;
- l'extensification ou de l'intensification des productions, selon les disponibilités foncières ;
- la décomposition/recomposition des systèmes de production.

La technoscience introduit un dualisme rationnel, entre ce qui est scientifiquement et techniquement légitimé, et donc soutenable, et ce qui n'est pas ou ne l'est plus.

Les systèmes dits traditionnels ne sont pourtant pas moins rationnels que les systèmes modernes. Leur rationalité ne s'appuie pas sur des logiques scientifiques, mais leurs logiques sont accessibles au raisonnement scientifique et peuvent y trouver leur justification avec leur rationalité. C'est sans doute l'un des enseignements majeurs des textes présentés ici.

L'archaïsme perd ainsi beaucoup de pertinence comme critère de jugement. À regarder de près, les systèmes sous serres et irrigués d'Andalousie sont à la fois très innovants, utilisateurs de techniques modernes mais aussi de bricolages techniques ou sociaux qui n'ont rien de scientifiquement construit. Ces « bricolages » (construction de serres, salariat surexploité) sont justement ce qui permet la réussite économique de cette

région. De plus la construction de ce modèle repose sur un investissement étatique de longue durée, puisque commencé sous le franquisme des années cinquante. On pourrait tout aussi bien le traiter d'archaïque à ce sujet. Et pourtant, il apparaît comme un des prototypes de l'agriculture industrielle ! La frontière est ténue.

Mais il faut bien convenir que la mise en questions des paysanneries et des agricultures se fait principalement sur leur capacité à adopter les changements techniques, et que celles qui n'y succombent ou n'y parviennent pas sont aisément traitées d'archaïques. Il est souhaitable que d'autres critères soient pris en compte : la capacité à fournir l'alimentation, un revenu, le temps de travail pour y parvenir, les possibilités de trouver un emploi hors de l'agriculture, ceci afin de ne pas systématiquement juger selon le critère de l'agriculture moderne, d'autant que celle-ci est parfois la plus soutenue<sup>20</sup> dans ses revenus et la plus dépendante d'investissements extérieurs.

Nous émettons l'hypothèse, fondée sur l'expérience des agricultures des pays développés, que la plupart des progrès techniques sont adaptables par les systèmes aujourd'hui réputés « archaïques », selon des voies qui exigent d'abord de reconnaître leurs rationalités et de leur donner la liberté et donc les moyens de les adapter<sup>21</sup>. Cette hypothèse sera d'une grande importance pour juger les politiques de développement des agricultures paysannes, en particulier pour lutter contre la faim. Il nous semble, et les textes présentés ici en témoignent, que c'est peut-être l'un des nœuds essentiels des politiques de développement.

## Politiques et paysanneries : l'État derrière le paysan

Mendras rappelait opportunément qu'il n'existe pas de paysanneries sans la ville. On pourrait ajouter sans l'État, celui-ci pouvant être celui d'une cité ou d'une nation, voire d'un empire comme était Rome quand elle a développé l'agriculture jusqu'à ses confins. Les politiques s'intéressent toujours aux paysans. Que ce soit pour les contrôler, eux et leurs productions, leur prendre l'impôt ou s'en servir comme soldats<sup>22</sup>. Claude Aubert dans son texte sur la Chine indique comment les paysans chinois sont contrôlés : ils ne peuvent pas circuler librement, encore moins s'installer en ville<sup>23</sup> et doivent fournir certains produits. Il a étudié dans le « fardeau paysan<sup>24</sup> » combien l'imposition était une contrainte pesant sur les paysans chinois au service du développement économique général. Par ailleurs, certaines politiques de stockage, d'achat et de soutien des prix peuvent contribuer à l'accroissement de la production et de la productivité, à un point dont les statistiques peinent à rendre compte, sous-estimant manifestement l'impact des politiques. Les paysans peuvent être main-d'œuvre servile ou libre, ils ne sont jamais indépendants d'un pouvoir.

---

<sup>20</sup> De 50 à 80 % du revenu selon les productions en Union européenne et aux États-Unis.

<sup>21</sup> Il arrive que des systèmes modernes adoptent des techniques développées dans des systèmes « archaïques », ou décrits longtemps comme tels : ainsi en est-il des semis sans labour.

<sup>22</sup> René Dumont écrit, dans son livre de mémoire, *L'agronome de la Faim (1974)*, que la guerre 1914-1918 fut une guerre opposant des paysans. Ce fut la dernière de ce type en Europe.

<sup>23</sup> C'est une façon délibérée de contrôler l'exode rural, considéré comme potentiellement dangereux.

<sup>24</sup> "Peasant burden": taxes and levies imposed on Chinese farmers, Aubert C.; Xiande L., In: OCDE, Organisation pour la coopération économique et le développement, Paris. China in the global economy: agricultural policies in China after WTO accession, 322 p. Paris: OCDE, 2002, pp. 160-179.

La politique intervient toujours dans les systèmes agricoles comme un facteur exogène, mais déterminant, de l'existence des paysanneries. Bien sûr la production agricole en elle-même intéresse les pouvoirs politiques : l'assurance de trouver la suffisance alimentaire est une des premières préoccupations, laquelle a conduit aussi bien à la constitution de stocks qu'à des politiques d'achats, de contrôles, voire de réquisition dans les situations les pires. La maîtrise du territoire est une autre préoccupation : si, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, des ministères de l'agriculture ont été créés spécifiquement pour gérer la politique agricole, les ministères chargés de la sécurité ou de la défense ont aussi contribué au contrôle des paysanneries. En France, la gendarmerie est, depuis l'Ancien Régime, la police de ces territoires et elle exerce encore cette fonction. Liée à l'alimentation, la sécurisation des aliments est une fonction régaliennne. Loyauté dans les échanges et sécurité sanitaire sont deux éléments fondamentaux mis en normes et contrôlés par les pouvoirs publics, et ceci depuis des temps très anciens<sup>25</sup>. Ils sont devenus dans les sociétés d'échanges généralisés une condition essentielle de ces échanges. Dans le domaine international, le Codex Alimentarius<sup>26</sup> régleme les normes sanitaires, et plusieurs organisations internationales y contribuent. Ces contrôles restent souvent invisibles, car ils sont intériorisés dans les pratiques, mais les États ont la responsabilité de ceux-ci, ce qui apparaît plus clairement à l'occasion de crises, de fraudes, ou d'incidents. Les interdictions d'importer, les embargos sont des manifestations visibles de ces contrôles qui ont un fort impact sur les échanges et donc sur la production.

Aujourd'hui, l'exode agricole et rural est une composante acceptée de l'évolution des sociétés. Il est même considéré comme un indice de progrès. Les politiques publiques ont l'objectif d'encourager ou d'accompagner cet exode quand des emplois urbains peuvent accueillir les paysans sortants, et de favoriser le développement d'une agriculture moderne. Ce fut le cas jusque dans les années 1980 dans les pays dits aujourd'hui développés. Mais ce n'est plus toujours le cas, notamment dans les pays dits en transition. En Chine, plus de 100 millions de ruraux commutent entre des emplois urbains et leurs villages, mais il leur est interdit de s'installer en ville. C'est une façon d'éviter une urbanisation incontrôlée, mais aussi de faire pression sur les salaires et le temps de travail. Dans les pays de l'Est, et particulièrement en Pologne, l'exode est limité par l'absence d'emplois urbains ou industriels qui pourraient attirer la main-d'œuvre agricole en surnombre. La résistance des petites exploitations s'explique en partie par l'opportunité de moyens de survie qu'elles offrent à ces populations rurales.

Les politiques s'intéressent aux moyens d'existence de leurs populations. Ainsi, la politique d'intégration européenne de la Pologne soutient proportionnellement à la surface et à la production, donnant aux petites exploitations l'occasion de toucher des primes qui constituent un progrès tangible pour elles. L'absence<sup>27</sup> de politique étatique,

---

<sup>25</sup> Dès son invention, l'écriture a été utilisée en partie pour répondre aux besoins d'échanges, de contrôles et de stockages dans les cités anciennes de Mésopotamie, il y a 5000 ans.

<sup>26</sup> La Commission du Codex Alimentarius a été créée en 1963 par la FAO et l'OMS afin d'élaborer des normes alimentaires, des lignes directrices et d'autres textes, tels que des Codes d'usages, dans le cadre du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. Les buts principaux de ce programme sont la protection de la santé des consommateurs, la promotion de pratiques loyales dans le commerce des aliments et la coordination de tous les travaux de normalisation ayant trait aux aliments entrepris par des organisations aussi bien gouvernementales que non gouvernementales.

<sup>27</sup> Cette absence peut être masquée d'autres interventions, sous d'autres formes, lois ou budgets : sur les transmissions des biens, sur la fiscalité. Il a été observé la migration de politiques de soutien vers des